



## La CGT IP contre l'extrême-droite

Suite à notre mail du 10/06/24 invitant tous les professionnels du SPIP à participer à une Assemblée Générale afin de discuter de la situation politique actuelle et d'une extrême droite aux portes du pouvoir, la Direction du SPIP 93 a fait le choix de **refuser** que cette réunion se tienne au sein des locaux du service. En ne mettant pas à disposition des syndicats les moyens d'exercer leurs droits, en particulier sur un temps de pause, **la Direction a, de fait, décidé de se positionner politiquement.**

Si notre Direction refuse de se questionner sur l'impact qu'aurait **l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sur nos réalités professionnelles**, nous pouvons évoquer plusieurs exemples :

\*Le Rassemblement National souhaite **rétablir les peines planchers**, qui vont à l'encontre même du principe fondamental qu'est l'individualisation de la peine. La conséquence sera une implosion totale du système carcéral. Pour rappel, le taux de surpopulation en maison d'arrêt est déjà de 153% au 01/05/24 et la France a déjà été condamnée à plusieurs reprises par la CEDH en raison de ses conditions de détention.

\*Le Rassemblement National prévoit une **réduction drastique des aménagements de peine**, et parfois même leur suppression totale. Que restera-t-il des missions des SPIP, face à une disparition prévisible de la facette insertion au profit d'une politique à visée uniquement punitive ? **C'est l'existence même de notre métier qui est en jeu.**

\*Le Rassemblement National envisage la création de **peines de prison courtes**, inspirée du système des "short sharp shock" américaines, peines sévères destinées à décourager la personne de commettre d'autres infractions. Nous savons depuis des années que cette politique ne fonctionne pas et n'entraîne que **désocialisation** et criminalisation des personnes. Cette vision purement carcérale de la Justice interroge sur la prise en compte des missions de nos services de milieu ouvert.

\*Le Rassemblement National prévoit une suspension des allocations familiales « *aux parents de mineurs délinquants récidivistes* ». Dans un département aussi pauvre que le 93, où les services publics souffrent déjà du sous-investissement des pouvoirs publics, **qu'advient-il de ces familles déjà abandonnées** ? Par ailleurs, comment est-il possible d'envisager de punir des personnes qui n'ont pas commis d'infraction ? Il s'agit de la remise en cause d'un principe fondateur du droit pénal, qui est celui de la **responsabilité pénale.**

\*Le Rassemblement National envisage une « loi d'urgence » sur l'immigration intégrant non seulement une réforme de l'Aide Médicale d'Etat mais aussi du droit du sol. Les personnes concernées, déjà en situation de précarité, ne se verraient qu'à être d'avantage **brutalisées** par ce genre de décision politique.

Plus globalement, l'idéologie derrière ces mesures radicales est celle résumée dans le programme de Marine Le Pen en 2022, à savoir de « *mettre fin au laxisme judiciaire à l'égard des délinquants et criminels* », **désavoue pleinement l'engagement quotidien des personnels des SPIP** et stigmatise les

personnes que nous accompagnons. Enfin, ne nous leurrions pas, le Rassemblement National mènera **une politique raciste**, classant les personnes selon leurs origines et leurs classes sociales et qui maltraitera les minorités.

Dans ce contexte, nous alertons également sur **les positionnements adoptés par certains syndicats majoritaires de l'Administration Pénitentiaire**, qui se sont affichés ou se présentent avec les partis d'extrême droite du Rassemblement National ou de Reconquête.

Au vu du danger et des circonstances exceptionnelles de ces élections législatives, **la CGT IP 93 appelle à voter massivement les 30 juin et 7 juillet 2024 pour le Nouveau Front Populaire**, seule force politique ayant pour but de renforcer nos services publics et ne proposant pas une politique répressive pénalement et socialement.

Malgré les délais contraints imposés par un gouvernement qui se moque décidément du processus démocratique dans son ensemble, nous souhaitons que le plus de personnels puissent s'exprimer à travers ces élections.

Pour cela, **nous sommes disponibles pour essayer de centraliser les demandes de procurations afin de pouvoir s'entraider.**

Comme évoqué par notre syndicat national, il n'est pas trop tard pour préserver du fascisme ce qu'il reste de notre démocratie. Nous refusons de nous résigner et continuerons sans relâche de lutter pour nos idéaux.

La CGT IP 93.